



Modes et méthodes  
de production en 2040 :  
quelles conséquences  
en santé et sécurité

9 octobre 2015

## Fiche d'introduction à l'atelier n°6

# La société du risque zéro ?

### Objectifs de l'atelier

*L'objectif de cet atelier est d'identifier les points d'inflexion ou les ruptures susceptibles d'intervenir au cours de la période considérée (2015-2040) sur les grandes tendances de l'organisation du système productif, évoquées dans cette fiche. L'accent sera mis plus particulièrement sur les transformations qui auraient le plus d'influence en matière de risques professionnels. Il ne s'agit pas de déterminer un seul scénario (le plus plausible), mais de répertorier un certain nombre d'hypothèses, étayées si possible par des exemples. Il n'est pas non plus demandé aux experts de s'exprimer de façon explicite sur la prévention des risques professionnels qui sera traitée plus spécifiquement au cours d'une phase ultérieure.*

*Pour introduire cet exercice, cette fiche fournit des éléments de réflexion, non exhaustifs : quelques grandes tendances constatées actuellement (amenées à se prolonger ou non), des pistes de questionnement, les enjeux en termes de santé et sécurité au travail probables.*

### Quelques tendances actuelles

- Le drame du sang contaminé, la crise de la vache folle, de l'amiante ou bien encore Fukushima... les dernières décennies ont vu se succéder un certain nombre de crises sanitaires importantes, qui ont marqué les esprits et durablement influencé la perception des risques.

Les causes de ces crises peuvent relever d'une incapacité à identifier la menace, des délais de décision ou d'organisation de la réaction... Toujours est-il que la succession des crises a conduit à recourir de plus en plus au principe de précaution.

L'application de ce principe peut conduire à prendre des décisions (par exemple suspension de travaux de recherche ou interdiction de procédés) que l'état des connaissances scientifiques a parfois du mal à expliquer sur des sujets considérés comme sensibles ou très sensibles, en particulier dans le domaine de la santé publique.

Alors que les partisans de l'application du principe de précaution voient en lui un outil indispensable du développement durable et de la protection de la santé, ses adversaires considèrent qu'il constitue un véritable frein au développement voire à l'innovation. Le risque zéro n'existe pas et en faire un préalable ou un objectif constitue une illusion et peut avoir des conséquences lourdes au niveau de l'innovation ou de la recherche. Puisque pour Socrate, "le bonheur, c'est l'absence de malheur", l'économiste Daniel Cohen relève cette contradiction : si éviter le malheur devient le principe de précaution, cela est-il compatible avec la croissance, le

progrès, le développement humain et au final le bonheur ? Cette approche dépasse le cadre de l'entreprise et constitue un enjeu sociétal.

- Depuis quelques années on observe une augmentation de la défiance autour des produits de consommation (cosmétique, jouets d'enfants, alimentation...). Cette défiance est régulièrement entretenue et/ou relayée par la presse grand-public mettant en avant les effets néfastes de tel ou tel produit utilisé dans la fabrication du bien. Ceci a pour effet d'entretenir cette méfiance et de rendre les consommateurs plus exigeants quant à l'innocuité de ces produits sur leur santé.

La tension augmente entre l'exigence de transparence totale de la société (ou d'une partie de la société), l'information et la formation scientifiques parfois lacunaires du public, la maîtrise des risques et la nécessité de la recherche et de l'innovation.

- Parallèlement, les outils de détection du risque sont de plus en plus présents et permettent d'entrevoir le risque avant même son apparition (génomique, détection précoce...), sans que souvent le grand public dispose des références lui permettant de mettre en perspective et de relativiser les données obtenues (faux négatifs et faux positifs).

La détection du risque sera également de plus en plus individualisée pour répondre à la différenciation de la sensibilité aux risques.

Quelle place et quelle importance donnerons-nous à ces outils de détection ?

- Au niveau de l'entreprise au cours de ces dernières années, les marchés de la sous-traitance se sont développés tant au niveau national qu'au niveau international. La résultante de ce phénomène, dans un contexte où les nouvelles techniques de production sont de plus en plus sophistiquées, est que les sous-traitants acquièrent une expertise dans leur domaine particulier et dans la gestion des risques liés à une production au détriment des compétences des entreprises commanditaires. Celles-ci se trouvent alors en difficulté pour évaluer et maîtriser leur propre process, créant de facto une dépendance avec le sous-traitant souvent délocalisé.

L'entreprise commanditaire peut y voir, entre autres avantages une façon de mieux gérer ses risques en les transférant sur l'entreprise sous-traitante (faire appel aux meilleures compétences au meilleur prix), mais du même coup elle risque de perdre l'approche globale de la sécurité de sa propre activité.

De plus, mutualiser le risque avec ses sous-traitants, c'est aussi le déplacer sur des entreprises plus petites ayant souvent une moindre capacité d'organisation et de formation, quelle que soit leur compétence.

- À terme, il semble parfois que l'on s'oriente vers une privatisation des risques avec l'augmentation des prestations de service par des travailleurs indépendants, auto-entrepreneurs, etc. mais aussi dans le cadre du télétravail (risques au domicile du salarié indépendant assumés par lui seul) et, étape supplémentaire, avec le développement de la production individuelle à la main de l'utilisateur du produit final (l'imprimante 3D permet une auto-production certes commode mais faisant appel à toutes sortes de process et produits pouvant être dangereux sans toutes les mesures de précaution qui seraient indispensables).

### **Éléments de questionnement**

- Peut-on imaginer un monde sans risque, intégralement contrôlable, dans lequel tout aléa aurait disparu ? Un monde où tout serait calculable, mesurable et programmable ?

- Une société de risque zéro est-elle envisageable ? On se trouve confronté à deux attitudes extrêmes : appliquer le principe de précaution dans toute son acception, et par conséquent stopper tout développement technologique ou toute action d'innovation ; à l'opposé, ne tenir aucun compte des risques et avancer quelles qu'en soient les conséquences. Existe-t-il un niveau de tolérance universel du risque dans notre société ? Est-il acceptable, souhaitable ? Faut-il l'organiser et sous quelles formes ?

- De fait le principe de précaution semble prendre de plus en plus d'importance, devenant une norme qui devrait s'appliquer dès qu'il y a soupçon de risque. Mais de quels risques parle-t-on ? Risques exogènes (générés à l'extérieur du périmètre de contrôle de l'entreprise) ? Risques endogènes (c'est-à-dire générés par l'organisation elle-même ou à l'intérieur du périmètre qu'elle contrôle) ? Par nature l'activité industrielle et commerciale est risquée (développer des nouveaux produits, choisir une stratégie de prix, s'engager avec un partenaire...).

Et qui subit les risques ? De qui parle-t-on ? Les travailleurs ? Les citoyens ? Les consommateurs ? L'environnement ?

Les objectifs de la prévention peuvent être contradictoires, ils pourraient également être cumulatifs, la sécurité des uns allant dans le sens de la santé des autres et de la préservation de l'environnement, dans l'acception totale du développement durable.

### **Enjeux en santé et sécurité au travail**

- La santé publique, la santé environnementale, la santé de chacun sont devenues des préoccupations dominantes alors que la santé au travail est oubliée ou reste reléguée bien derrière. Un grand nombre de lois réglementant la production et l'utilisation de produits dangereux ont été édictées à la demande et pour protéger les consommateurs et non pas les travailleurs qui produisent ou utilisent ces produits. Même si au final ces lois permettent également de protéger les travailleurs, elles ne prennent pas en compte les conditions de travail. Comment remettre les conditions de travail « dans la boucle » de la gestion des risques ?

- Quelles seraient les conséquences d'une politique systématique d'éloignement voire de suppression du risque sur les organisations de la production (par exemple en remplaçant les humains par des robots sur tous les postes définis comme dangereux ou pénibles) ? Quels acteurs pourraient être mobilisés ?

- Sur qui reposeraient les risques en cas d'éclatement de l'organisation du travail en de multiples unités de petite taille ? Comment déterminer les responsabilités ? Qui sera en capacité d'identifier et contrôler les risques ? Sur qui reposeront ces risques ? L'entreprise commanditaire ? Les entreprises individuelles ? Les sous-traitants ? Les salariés ? Peut-on répartir le risque ?

- Montrer que la prévention est un facteur de performance de l'entreprise, comme cela est promu dans les pays nordiques, notamment en Finlande.

- Quelle information et quelle formation à la prévention mettre en place ?

- Dans un contexte de mondialisation et de sous-traitance, comment développer et partager une culture de prévention commune permettant de maîtriser les risques professionnels ?

- Quelle pertinence et quelle pérennité pour la distinction des différentes approches de la santé de l'homme : dans sa vie personnelle, au travail, dans son environnement ?